

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires
Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

N° S3IC : 68-2422

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société SEVIA concernant l'installation qu'elle exploite à Saint-Alban (31140),

N° 0 6 6

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 24 décembre 2013 à la société SEVIA pour l'exploitation d'un centre de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux sur le territoire de la commune de Saint-Alban, ZAC du Terroir, impasse Jean Mermoz ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2015 renouvelant l'agrément de la société SEVIA pour le ramassage des huiles usagées dans le département de la Haute-Garonne ;

Vu les courriers de la société SEVIA en date du 31 janvier 2014 et du 6 mars 2014 signalant la contamination de la cuve C6 de son centre de regroupement de Saint-Alban par des lots d'huiles usagées présentant une teneur en polychlorobiphényles (PCB) supérieure à 50 mg/kg ;

Vu les courriers de la société SEVIA en date du 8 octobre 2014 et du 13 novembre 2014 signalant la contamination de la cuve C3 de son centre de regroupement de Saint-Alban par des lots d'huiles usagées présentant une teneur en polychlorobiphényles (PCB) supérieure à 50 mg/kg ;

Vu le courrier de la société SEVIA en date du 5 juin 2015 signalant la contamination de la cuve C1 de son centre de regroupement de Saint-Alban par des lots d'huiles usagées présentant une teneur en polychlorobiphényles (PCB) supérieure à 50 mg/kg ;

Vu les courriers de la société SEVIA en date du 5 avril 2017 et du 2 mai 2017 signalant la contamination de la cuve C6 de son centre de regroupement de Saint-Alban par des lots d'huiles usagées présentant une teneur en polychlorobiphényles (PCB) supérieure à 50 mg/kg ;

Vu l'article 5.1.5.5.3 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 susvisé qui dispose : « Pour les tournées de ramassage des huiles industrielles, la conformité de la livraison est vérifiée, a minima, pour chaque chargement d'huiles destiné à être déposé dans une cuve du site, par des tests simples, mais reconnus, de présence de chlore ou de présence de PCB. » ;

Considérant le rapport du 30 avril 2018 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement faisant suite à la visite d'inspection effectuée le 22 février 2018 ;

Considérant que, lors de la visite, l'inspecteur de l'environnement a pu établir que la société SEVIA ne procède pas, pour chaque chargement d'huiles usagées destiné à être déposé dans une des cuves de regroupement du site, à des tests simples permettant de détecter la présence de chlore ou de PCB ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 5.1.5.5.3 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 susvisé ;

Considérant que ce manquement est de nature à mélanger des lots d'huiles usagées pollués à des lots non pollués et à générer, par conséquent, un volume d'huiles usagées contaminé aux PCB à traiter plus important ;

Considérant de plus que ce manquement est susceptible de conduire à une dilution de lots d'huiles usagées potentiellement contaminés par des PCB lors des opérations de regroupement ;

Considérant enfin que le non-respect des dispositions de l'article 5.1.5.5.3 susmentionné a conduit à la contamination de cuves aux PCB à plusieurs reprises ces dernières années ;

Considérant qu'en conséquence il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, de mettre en demeure la société SEVIA de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que l'information de la société SEVIA, prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 susvisés, a été réalisée par lettre de l'inspection des installations classées en date du 26 avril 2018 ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 17 mai 2018 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La société SEVIA est mise en demeure, pour l'installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux qu'elle exploite ZAC du Terroir, impasse Jean Mermoz à Saint-Alban, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 5.1.5.5.3 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 en procédant à des tests simples, mais reconnus, de présence de chlore ou de PCB à chaque chargement d'huiles destiné à être déposé dans une cuve du site.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de la société SEVIA.

Art 4. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.
L'exploitant dispose d'un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision pour la déférer, s'il le souhaite, au tribunal administratif de Toulouse.

Art. 5. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Occitanie et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le **18 JUL. 2019**

Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète chargée de mission,

Sabine OPPILLIART

